

CONCLUSION

COMPORTEMENTS SOCIOECONOMIQUES ET DEVELOPPEMENT

L'approche micro-locale et interdisciplinaire adoptée ici autorise un décryptage assez précis des comportements des ménages. Identifier les risques auxquels ils sont confrontés est une manière de comprendre leurs craintes et en fin de compte d'expliquer les blocages et les réticences face à la mise en place de nouvelles stratégies qui pourraient, à première vue, sembler plus rationnelles. L'intérêt de cette grille de lecture est qu'elle explique les contraintes au changement par les caractéristiques des individus, des ménages et des acteurs supra-locaux, mais aussi et surtout par leurs interactions croisées.

Les risques et leurs modes de gestion, individuels et collectifs, sont à la base de la compréhension de l'organisation de la société. Il y a plus de six cents ans, Ibn Khaldoun écrivait¹ : « les différences qu'on remarque dans les usages et les institutions des divers peuples dépendent de la manière dont chacun d'eux pourvoit à sa subsistance ; les hommes ne sont réunis en société que pour s'aider à obtenir les moyens de vivre ». Les changements organisationnels qui surviennent sont, dans cette acception, de nouvelles formes de gestion du risque ou de nouvelles pratiques elles-mêmes induites par de nouveaux risques.

De nombreux types de risques ont été mis en exergue dans les chapitres précédents. Dans le contexte de grande pauvreté qui est celui de la commune rurale étudiée, le plus saillant est celui de l'impossibilité de subvenir aux besoins vitaux de la famille. Ce risque-là explique à lui seul bon nombre de comportements dont le seul

¹ Ibn Khaldoun, XIV^e siècle, *Prolégomènes*, traduction française 1862-1868, I, Impression Impériale, Paris.

objectif est d'en minimiser la possibilité et la portée. Les solutions apportées sont parfois de court terme, comme l'émigration des enfants en période de soudure, parfois de long terme dans le cas de la plantation d'eucalyptus pour se fournir en bois-énergie.

D'autres risques, moins connus, ont été détectés. Parmi eux, le risque patrimonial lié à une mésalliance se traduit habituellement par un contrôle sévère des parents sur le mariage. Or, face à l'émiettement du patrimoine au fil des générations, les enjeux sont de moins en moins importants et l'état de la surveillance sur les jeunes couples se desserre. Le mariage change donc de fonction, il devient davantage l'union de deux êtres et non pas de deux familles. En termes de descendance, le risque majeur est de n'avoir pas d'enfants sur qui compter au moment de la vieillesse, des maladies ou handicaps éventuels, étant donné l'absence totale de mécanismes assurantiels institutionnels en ce sens. Ce risque est comblé par une descendance nombreuse, de l'ordre de 7 enfants par femme à Ampitatafika. Mais cette stratégie comporte elle-même un risque : celui de n'avoir pas suffisamment de moyens pour nourrir, éduquer et soigner convenablement ces enfants. Dans un contexte où les emplois sont de plus en plus liés à l'émigration, la meilleure stratégie est alors de jouer davantage sur la qualité que sur la quantité des enfants pour augmenter leur probabilité de trouver une source de revenu. C'est ainsi que la fécondité commence à baisser depuis quelques années dans la zone d'étude. Entre deux risques, il faut choisir le moindre...

C'est ainsi que l'on explique les fortes réticences à certaines formes de coopération entre paysans dans la sphère de la production, que ce soit vis-à-vis des associations économiques en général ou des usagers de l'eau en particulier. Dans un contexte de forte incertitude, il existe une crainte de ne pas pouvoir tenir ses propres engagements et se heurter alors à des sanctions monétaires et sociales en termes d'image et de réputation. Ensuite, le comportement des autres membres est matière à méfiance, que ce soit pour des raisons de divergence de points de vue ou, encore pis, de malversation de certains qui détourneraient l'argent collectif à leur profit. Ces craintes sont malheureusement fondées sur des expériences passées qui ont fortement marqué les esprits. La plupart des paysans préfèrent donc *in fine* s'abstenir de s'inscrire dans une logique collective, quitte à rester dans la pauvreté, plutôt que de risquer l'aventure associative dont le coût, financier, temporel et humain, peut s'avérer très élevé.

A l'aune de cette grille d'analyse, une brève synthèse des chapitres sera faite et un bilan sera présenté dans une première section. Une deuxième section proposera un zoom sur différentes théories mobilisées dans les recherches sur le développement. Nous verrons si à l'échelle locale, ces théories gardent leur pertinence. Dans une troisième section, les questions méthodologiques seront abordées. Il y sera question de l'apport d'une méthodologie interdisciplinaire à l'étude de la thématique du développement local. Enfin, une quatrième section essaiera de cibler quelques implications épistémologiques de ce qui précède.

SYNTHESE ET BILAN : LA QUESTION DU DEVELOPPEMENT

Stratégies économiques (formation du revenu, pluriactivité)

Le revenu moyen des ménages est de l'ordre de 6 770 francs malgaches par ménage et par jour soit l'équivalent d'un euro en 2003. Si la quasi-totalité des ménages ont leur activité principale dans le secteur agricole, ce dernier est avant tout orienté vers l'autoconsommation. Le salariat agricole a fait son apparition et constitue aujourd'hui la principale source de revenu monétaire. La pluriactivité se développe mais les possibilités d'emploi local sont rares et c'est à l'extérieur de la commune que les individus cherchent à se faire embaucher.

Comportements démographiques (fécondité, migration, nuptialité)

Malgré un indice synthétique de fécondité proche de 7 enfants par femme, la fécondité semble amorcer une baisse depuis le début des années 2000. Les jeunes générations souhaitent avoir moins d'enfants et commencent à limiter leur descendance. Ceci se fait, contrairement à ce qui s'observe dans d'autres pays du Sud, sans changements majeurs dans le calendrier du mariage. En revanche, les mariages semblent de moins de moins arrangés par les familles et ce sont les conjoints eux-mêmes qui proposent l'union à leurs parents.

Dans un contexte de forte pauvreté, de forte croissance démographique et de faible probabilité d'emploi local, l'émigration s'intensifie, sans qu'on sache encore si les jeunes migrants reviendront ou non dans leur village. Dans des périodes particulièrement difficiles, comme celle de la soudure fin 2004 où le prix du riz a atteint des sommets, l'émigration se fait plus vive. Selon les villages, entre 10% et 30% des enfants sont envoyés en ville comme employé(e) de maison.

Environnement et gestion des ressources

Les forêts ont disparu depuis plusieurs décennies à Ampitatafika et subsistent aujourd'hui seulement quelques peuplements épars d'eucalyptus. La distribution de l'eau *via* le barrage et les canaux d'acheminement est au centre des préoccupations de cette économie rizicole. La gestion de la fertilité des terres se heurte au coût prohibitif des engrais chimiques. Le principal problème est actuellement la très faible disponibilité en terre des ménages. Le morcellement, lié à un partage successoral relativement égalitaire des terres et à la croissance démographique, explique que la superficie moyenne possédée soit inférieure à 0,5 hectare par ménage.

Synthèse : la question du développement

La saturation de l'espace agricole, l'exiguïté des terres cultivées et l'absence de débouchés monétaires autres qu'agricoles aboutissent à de nouvelles stratégies démographiques et économiques de la part des ménages. Primo, ceux-ci intensifient les cultures en multipliant les cycles culturels et les spéculations au cours d'une même saison. Secundo, ils diversifient les sources de revenus en vendant leur force de travail comme salarié agricole, sur place ou en migration. Tertio, les jeunes couples commencent à essayer de limiter leur descendance. Mais la croissance démographique naturelle reste très élevée et le modèle agricole qui prévalait jusque-là ne suffit même plus à assurer l'alimentation de base du ménage.

Les ressources naturelles sont soumises à des traitements différenciés. La fertilité de la terre risque de diminuer assez vite si ce rythme de mise en culture permanente se pérennise. La ressource en eau est présente mais de nombreux paysans se plaignent de la gestion

du barrage, les conduisant à ne plus payer leur cotisation à l'Association des Usagers de l'Eau. Le dénuement empêche les ménages d'acheter du charbon de bois à l'extérieur de la commune et ceci se traduit depuis quelques années par des replantations d'eucalyptus sur des parcelles individuelles. Enfin, de manière générale, le souci de préservation de l'environnement naturel et d'aménagement anti-érosif des parcelles est présent à l'esprit des paysans mais il se heurte à une vision à court terme guidée à la fois par la pauvreté et par l'insécurité sur la propriété foncière.

Les perspectives d'un développement durable semblent donc être hypothéquées par l'absence de débouchés économiques locaux et par une diminution de la quantité et de la qualité des terres, pour des générations futures en forte croissance démographique.

Pourtant, en termes de développement potentiel, *a priori*, la commune rurale d'Ampitatafika, située au bord de la principale route nationale du pays et à seulement une heure de route de la ville d'Antsirabe et deux heures de la capitale Antananarivo, semble dotée d'atouts non négligeables, face par exemple à d'autres communes du pays, extrêmement enclavées et accessibles après seulement plusieurs jours de marche à pied.

L'analyse faite ici est que les freins au développement sont avant tout de nature organisationnelle. Les paysans sont enfermés dans le cercle vicieux de la pauvreté et toute initiative innovante comporte une part de risque qui semble trop grande à leurs yeux. Il faut raisonner dans un contexte qui est celui de la grande pauvreté et où les seuls mécanismes assurantiels sont ceux de la solidarité familiale et villageoise. Le glissement du lien social de la sphère économique (entraide agricole) vers la sphère socioculturelle (invitations croisées aux cérémonies traditionnelles, entraide sur la construction de la maison) est significatif de l'émergence de comportements économiques plus individualistes. La question clé semble alors être de trouver comment instaurer une structuration organisationnelle pour mutualiser les activités économiques et trouver des débouchés monétaires à la production agricole sur le marché des grandes villes proches.

Une des perspectives de changement à court terme parmi les plus prometteuses est la mise en place d'un « guichet foncier » dont le rôle est de procéder à la titrisation des terres sans passer par la très lourde procédure habituelle au niveau national, rédhitoire pour les paysans.

En effet, en 2006, à titre expérimental, la commune rurale d'Ampitatafika a été retenue par les autorités malgaches pour créer des procédures simplifiées d'enregistrement des titres fonciers au niveau local. Que ce soit en termes de sécurité, d'horizon temporel, d'accession au crédit ou de transmission de patrimoine, les implications de cette forme de sécurisation foncière pourraient être capitales et avoir des répercussions en chaîne sur d'autres composantes du développement, inhibées jusqu'alors par une vision à très court terme des stratégies déployées.

APPORTS THEORIQUES A L'ECHELLE LOCALE

Dans une optique développementaliste, l'échelle de prédilection des différents projets dans les pays du Sud se resserre vers le local et le ciblage fin des actions, pour des raisons d'efficacité et de contrôle dans un contexte de décentralisation. Du point de vue de la recherche scientifique, aborder la question du développement local revient à tester la validité des théories élaborées initialement à des échelles plus vastes. En sciences sociales, outre leur pertinence intrinsèque, ce n'est que par la multiplication des études de cas que les théories peuvent acquérir un statut. C'est pourquoi il est intéressant de tester quelques hypothèses issues de plusieurs théories dont il sera fait mention explicitement.

Relation pauvreté-fécondité

Théorie micro démo-économique standard : ce sont les ménages les plus pauvres qui ont le plus d'enfants.

vs

Théorie du malthusianisme de pauvreté : la pauvreté extrême pouvant être un obstacle à la survie de nouveaux enfants, les pauvres chercheraient à contrôler davantage leur descendance.

Résultat : à Ampitatafika, jusqu'à une date très récente, la fécondité était proche du modèle de la « fécondité naturelle ». La diminution très récente (années 2000) de la fécondité est le fait des jeunes générations, indépendamment d'un effet de richesse. L'enfant reste une assurance dans de nombreux domaines en l'absence d'autres systèmes assurantiels institutionnels. Ainsi, aucune des deux théories ne domine.

Relation pauvreté-environnement

Théorie néo-malthusienne : parce qu'ils ont une vision à court terme, les pauvres dégraderaient davantage l'environnement naturel.

vs

Théorie néo-boserupienne : en adoptant des stratégies de pluriactivité, les pauvres diminueraient la pression sur l'environnement.

Résultat : plus que la pauvreté en elle-même, c'est la vision à court terme causée par l'insécurité économique qui détermine les comportements face aux ressources naturelles et à l'environnement. Ainsi, la multiplication des cycles culturaux et l'absence de jachère risquent d'épuiser la terre. Inversement, dans le cas de la ressource forestière, la pauvreté est un facteur qui favorise la replantation pour l'utilisation personnelle de bois à usage domestique, impossible à se procurer sur place et à acquérir sur le marché. A nouveau, aucune des deux théories ne domine.

Relation croissance démographique-environnement

Théorie malthusienne : une population nombreuse ou en forte croissance démographique serait plus encline à dégrader l'environnement naturel.

vs

Théorie boserupienne : une population nombreuse ou en forte croissance démographique serait plus encline à préserver l'environnement naturel.

CONCLUSION

Résultat : il est indéniable que la forte croissance démographique est une variable explicative de la réduction des superficies en terre disponible par ménage, ne serait-ce que par définition puisqu'elle apparaît au dénominateur. Cette diminution de la superficie des terres disponibles se traduit par une intensification des cycles culturels mais aussi par la création d'un marché de la terre et l'émergence de comportements de pluriactivité créant une distanciation face à l'environnement naturel. La question n'est donc pas tranchée.

Comportement économique 1

Théorie néo-classique : dans leurs stratégies économiques, les agents maximisent leur espérance de revenu.

vs

Nouvelle économie du développement : en contexte de forte pauvreté, les agents minimisent la variance de leurs gains.

Résultat : en l'absence de marchés assurantiels contre les risques inhérents à l'activité agricole et dans un contexte de forte pauvreté, toute initiative risquée peut avoir, en cas d'échec, comme conséquence de faire basculer la famille sous le seuil de pauvreté. Le coût de l'échec est donc tellement élevé que la stratégie première est la minimisation des risques. En outre, l'absence d'un marché du crédit empêche de raisonner sur des espérances mathématiques de revenus sur longue période. Or, en courte période, les probabilités de fluctuations sont beaucoup plus importantes ce qui explique les comportements extrêmement prudents des paysans.

Comportement économique 2

Théorie néo-classique : l'unité de décision est l'individu.

vs

New home economics : l'unité de décision est la famille.

Résultat : ni individuelles ni communautaires au niveau du village, les décisions de production économique sont prises au niveau du ménage

nucléaire. Ceci est particulièrement visible sur les choix de scolarisation selon les enfants, sur l'envoi en migration des jeunes enfants ou encore sur l'envoi d'argent aux parents de la part des jeunes adultes partis en migration.

Comportement économique 3

Théorie néo-classique : la coordination des agents est assurée par le système des prix.

vs

Analyse néo-institutionnelle, économie des conventions : la coordination des agents est assurée par l'existence de normes, règles ou conventions.

Résultat : la convention du *fihavanana* (système de règles d'entraide et de réciprocité) reste au centre des relations socioéconomiques, même si cette convention se porte de plus en plus vers la sphère sociale en lieu et place de l'économique. Bien que le système d'échange ne soit pas purement réglé par le système des prix, il faut néanmoins mentionner l'émergence de la monétarisation de l'économie locale (création récente d'un marché de la terre, développement du salariat agricole, revenus issus de l'émigration, insertion croissante dans les marchés urbains).

Résultats généraux

Les résultats face à ces théories confirment ceux de la littérature scientifique depuis une quinzaine d'années : (i) les théories (néo)malthusiennes et (néo)boserupiennes sont des types idéaux trop tranchés pour avoir une pertinence à des échelles fines de temps et d'espace. Pour étudier la relation population-environnement-développement au niveau local, mieux vaut prendre le parti de la complexité ; (ii) le relâchement de certaines hypothèses du modèle économique néo-classique standard autorise une meilleure analyse des comportements du monde rural des pays en développement. La rationalité économique peut se comprendre en mettant l'accent sur la minimisation des risques en lieu et place de la maximisation des revenus et en raisonnant sur des entités décisionnelles familiales et non pas individuelles. Quant

aux mécanismes de coordination et d'échanges, il faut les appréhender dans leur contexte socioéconomique qui est celui des réseaux sociaux de solidarité.

La vision du terrain à l'aune de ces hypothèses de travail est donc plus complexe que ne l'indiquent la plupart des énoncés théoriques. C'est tout l'intérêt de l'approche fine et locale de mettre en évidence des interactions plus nuancées et plus riches en matière explicative.

REFLEXIONS METHODOLOGIQUES

Dans le programme de recherche 4D, l'Enquête Référence exhaustive et quantitative sur 1 621 ménages, les entretiens ciblés, la cartographie, la spatialisation des données et l'analyse spatiale, la modélisation et l'observation participante, toutes ces opérations ont été menées de manière complémentaire et interactive. Outre le brassage des *disciplines*, le brassage des *méthodes* a été facilité par la présence continue sur le terrain et dans les bureaux à Antananarivo de 2003 à 2006 de la majeure partie de l'équipe. Les allers-retours entre travail de terrain, recherche bibliographique, travail d'analyse et de modélisation ont facilité cette recherche approfondie sur un terrain dans un pays du Sud. Détaillons quelques points sur ce sujet important qu'est l'interdisciplinarité.

Chronologiquement, après l'élaboration du projet de recherche lui-même, un important travail interdisciplinaire a été effectué d'abord dans le cadre de la préparation du questionnaire de l'Enquête Référence. Celui-ci contient des données démographiques (fécondité, nuptialité, migration), économiques (revenu, activité), agronomiques (exploitations agricoles), sociologiques (réseaux sociaux), écologiques (gestion des ressources naturelles). De nombreuses réunions de travail ont permis l'élaboration de ce questionnaire de manière à ce que chaque spécialiste dans sa discipline y trouve un minimum d'informations nécessaires à ses attentes scientifiques mais surtout de manière à ce que les données qui en sont issues puissent être analysées en relation les unes avec les autres. Les enquêtes-test ont été analysées à leur tour par l'ensemble des membres de l'équipe issus des disciplines suivantes : démographie, économie, sociologie, géographie, agromonie.

Le « coût » de l'interdisciplinarité dans un tel contexte est celui d'une limitation pour un traitement pointu des données dans certaines disciplines. C'est pourquoi d'autres opérations complémentaires à cette vaste enquête ont été menées, opérations de nature variable selon les sous-thématiques étudiées. L'Enquête Référence a pu servir de base d'échantillonnage à des enquêtes complémentaires (ménages ayant bénéficié de projets de développement, ménages ayant un ou des membres en migration, etc.).

Un autre aspect important de l'interdisciplinarité est celui qui a permis l'élaboration de la cartographie et de la spatialisation des données dans un Système d'Information Géographique. Il a fallu décider des items à cartographier, de la précision nécessaire et de la manière d'exploiter les données. C'est ainsi, par exemple, que pour avoir une cartographie très fine des pratiques des ménages, il a été décidé de les spatialiser de manière la plus précise possible grâce au GPS. Cette phase de construction du système d'information est obligatoirement interdisciplinaire ; elle permet et nécessite à la fois le dialogue. L'outil a donc été fédérateur pour une confrontation des données et des expériences entre les chercheurs issus de différentes disciplines.

Un exemple de couplage des méthodes : étude de l'innovation

Rappelons les différents types d'opérations de recherche menées, quels types d'informations elles nous apportent et comment elles ont pu être synthétisées dans le cas de la recherche entreprise sur la question de l'innovation.

Pour cet item, l'Enquête Référence renseigne sur les pratiques en matière agricole, en matière de protection de l'environnement mais aussi sur les innovations sociales, par exemple en matière de planification familiale. Nous nous focaliserons ici sur une innovation technique agricole qui est celle de la culture « en ligne » du riz. Cette technique a supplanté la technique traditionnelle dite « en foule ». L'Enquête Référence nous apprend ainsi que 80,6% de la population pratique la riziculture en ligne et que la population l'a adoptée en majorité après avoir observé les parcelles des voisins.

Autre opération, une série d'entretiens a porté sur l'innovation et plus spécialement sur les modalités d'adoption de la culture en ligne,

sur la connaissance des avantages respectifs des deux types de culture, sur le nombre de parcelles sur lesquelles les essais ont été faits, etc. Dans un village de 74 ménages, nous avons ainsi pu reconstruire la dynamique précise, année par année, des parcelles cultivées en foule et celles cultivées en ligne.

Parallèlement, un travail cartographique de localisation des parcelles a permis de spatialiser les résultats. La taille des parcelles étant très petite, ce travail a été réalisé manuellement. L'usage des images satellite et des photos aériennes est impossible pour ce type d'opération.

Ensuite, les résultats ont été intégrés dans un SIG et une cartographie dynamique année par année permet de visualiser la dynamique spatiotemporelle de la diffusion de la culture en ligne. Dans le village étudié, trente années – plus d'une génération ! – furent nécessaires pour que la grande majorité des ménages adoptent l'innovation.

Enfin, un exercice de modélisation comparative² a permis de conforter certaines hypothèses. En particulier, l'importance de la distribution de la variance des rendements dans la vitesse de l'adoption indique une forte sensibilité au risque des individus.

L'ensemble des résultats indique bien la très forte aversion au risque des paysans. L'innovation dont nous avons fait mention n'est finalement qu'assez marginale puisqu'il s'agit de planter le riz selon des lignes droites et non pas à la volée. Cette seule modification, dont les résultats positifs sont prouvés, a mis trente ans à s'imposer, et encore pas totalement. Le deuxième point marquant est l'importance de la composante spatiale dans le mode de diffusion. L'observation

² Ramasinjatovo N., 2006, « Diffusion spatiale de l'innovation », *Travaux et Documents*, n°9, Programme 4D, Institut Catholique de Madagascar et Institut de Recherche pour le Développement, Antananarivo, 20 p.

Gannon F., Sandron F., 2006, « Diffusion d'une innovation avec révision des croyances », *Travaux et Documents*, n°10, Programme 4D, Institut Catholique de Madagascar et Institut de Recherche pour le Développement, Antananarivo, 22 p.

Gastineau P., 2006, « Adoption de l'innovation et modèle à seuils », *Travaux et Documents*, n°11, Programme 4D, Institut Catholique de Madagascar et Institut de Recherche pour le Développement, Antananarivo, 21 p.

des résultats des parcelles voisines peut s'expliquer d'abord par la familiarité du paysan avec ces parcelles et leurs propriétaires mais ce sont aussi celles qui permettent une meilleure appréhension des rendements dans la mesure où leurs caractéristiques sont similaires à celles des parcelles de l'observateur. Le troisième résultat est l'existence de mécanismes prudents, non pas dans une logique individualiste mais dans une logique collective, ce qui renforce la nécessité de bien cerner les unités décisionnelles et la nature des relations entre les acteurs en présence.

IMPLICATIONS EPISTEMOLOGIQUES

S'il fallait synthétiser les résultats qui précèdent, nous dirions que dans l'analyse du développement, les schémas simplistes et mécaniques, les grandes théories, par exemple d'obédience malthusienne ou boserupienne, ont sans doute des vertus explicatives à des échelles de temps et d'espace très vastes mais sont en général d'un recours assez limité lorsque l'analyse concerne des territoires ou des laps de temps plus restreints que ce soit dans une optique de recherche, de recherche-action ou de développement. Les analyses présentées ici confortent donc celles de plusieurs recherches menées au cours des quinze dernières années : au-delà des grands schémas théoriques, lorsqu'on se penche sur des études de cas précises, on recense un tel nombre d'interactions entre les dynamiques sociales, économiques et environnementales, qu'on en vient à douter de la pertinence d'une liaison simple et générale entre la démographie, l'économie et l'environnement. Cinq idées essentielles nous paraissent alors devoir être distinguées en termes de recherche pour le développement.

Responsabilisation

Le principe selon lequel c'est la croissance démographique qui a l'impact le plus fort sur la dégradation de l'environnement renvoie à celui d'une responsabilité diluée de la crise environnementale au sein de la population, excluant d'emblée les décideurs politiques et économiques de cette dynamique conjointe. En clair, à trop porter l'accent sur la démographie, elle peut servir de bouc émissaire. La renonciation à cette hégémonie démographique dans les problèmes

d'environnement et de développement implique alors de se déplacer dans d'autres sphères.

Elargissement de la sphère d'étude

En « déchargeant » la population d'une part de sa responsabilité dans les problèmes du développement, on peut plus facilement s'intéresser à d'autres aspects. Le corollaire scientifique du point précédent est donc une extension des recherches vers d'autres variables, économiques, sociales, anthropologiques, politiques, agronomiques, etc. La question du foncier est par exemple fondamentale.

Nouvelles méthodes de recherche (d'expertise, de développement)

La reconnaissance de la complexité des relations population-développement-environnement doit s'accompagner d'une évolution des modes d'analyse et de description des phénomènes. Interdisciplinarité, détermination des échelles, prise en compte de l'espace, modélisation, sont quelques concepts-clés à intégrer.

Etude plus fine de la « démographie »

Le rôle exact des variables démographiques est rarement spécifié dans la littérature scientifique traitant des relations population-développement-environnement. On ne sait généralement pas à quoi correspond concrètement la « pression démographique ». Pour rendre toute sa richesse au rôle des variables démographiques, il convient évidemment de bien les identifier mais aussi de savoir à quel niveau les observer. Là encore, une bonne connaissance du terrain et de la problématique doit servir à déterminer la meilleure unité d'analyse.

Multiplication des études

Faute d'expérimentation possible dans l'étude des interactions population-développement-environnement, la multiplication des recherches et leur comparaison constituent une approche bien adaptée à une meilleure compréhension de ces dynamiques croisées. C'est en ce sens que le paradigme de l'interdisciplinarité et de la complexité semble s'imposer à la lueur d'un corpus de travaux en pleine expansion.

Sandron Frédéric (2007)

Conclusion : comportements socioéconomiques et
développement

In : Sandron Frédéric (ed.). *Population et
développement dans les Hautes Terres de Madagascar*

Paris : L'Harmattan, p. 227-240. (Populations)

ISBN 978-2-296-04659-7.